

a) la consommation canadienne normale des marchandises décrites au paragraphe (2), et

b) la question de savoir si les marchandises sont fabriquées sur commande et selon certains devis ou s'il y a au Canada des moyens appropriés pour la production rentable de marchandises semblables dans une période de temps raisonnable.

Le ministre va décider si, d'après lui, 10 p. 100 de certaines marchandises consommées dans le pays sont fabriquées au Canada, si elles sont d'une catégorie ou espèce, ou à peu près de la même catégorie ou espèce, que des marchandises importées et s'il y a, au Canada, des moyens appropriés pour la production rentable de ces marchandises dans une période raisonnable de temps.

Non seulement il nous faut une économie planifiée à l'intérieur du Canada afin d'y améliorer la production et la distribution, mais la planification s'impose aussi dans nos marchés d'exportation et notre commerce étranger. Personne ne demande que notre pays permette aux pays étrangers de venir ici écouter à perte leurs marchandises et évincer les ouvriers canadiens qui travaillent depuis nombre d'années dans nos industries, mais nous prétendons que le moyen d'étendre et de diriger notre commerce international, c'est celui des commissions d'exportations et d'importations et des ententes réciproques à long terme et non pas la vieille méthode de l'augmentation des droits de douane. Ces méthodes vont faire augmenter les prix de revient au Canada et, au lieu d'aider à l'embauche, vont accroître le chômage.

Il nous faut de la planification. Il devrait y avoir assez de travail pour tous ceux qui veulent travailler. Avec les progrès de l'automatisation et des méthodes de production, la semaine de travail au Canada sera sensiblement réduite. Le premier ministre Khrouchtchev s'est vanté que son pays aurait bientôt la semaine de 30 heures. Le Canada ne peut s'acheminer vers une ère où la semaine du travail sera plus courte que si, à notre avis, nous dressons les plans nécessaires pour régler tous les aspects de notre économie, la production intégrale, le plein emploi et la maîtrise du commerce international.

Le budget décèle l'abject fiasco du présent gouvernement qui n'a pas su parer à la crise nationale actuelle. Il révèle que le gouvernement n'a pas réussi à soumettre un programme national propre à assurer le plein d'emploi, la production totale et une répartition raisonnable de nos biens. Je signale au ministre, à titre d'avertissement, qu'il s'est engagé dans la mauvaise voie en se lançant dans cette politique démodée de haut tarif douanier qui ruinera la nation canadienne, ses industries et le parti conservateur.

L'hon. M. Fleming: Pure sottise!

M. MacDonald: Je voudrais poser une question à l'honorable député. En sa qualité de leader du PSD, est-il en faveur du libre-échange?

M. Argue: J'aspire au jour où les tarifs douaniers désuets seront entièrement abolis et feront place au commerce dirigé. Voilà l'objectif que nous devrions poursuivre. Il nous faut planifier notre commerce dans le sens que j'ai indiqué. Il en résulterait petit à petit une réduction des droits de douane, au lieu de cette méthode aveugle qui favorise plus le chômage que l'emploi.

L'hon. M. Fleming: Adieu aux votes travaillistes pour le nouveau parti.

M. Argue: Je signalerais à l'honorable député que nous attendons la réponse officielle du présent gouvernement à l'offre de la Grande-Bretagne de constituer une zone de libre-échange. Nous aurons en outre à nous joindre en tant que nation à une zone d'échanges plus large, ce qui aura pour effet de réduire les droits de douane et d'accroître les débouchés pour les usines de notre pays. Le parti tory s'en tient à l'hypothèse selon laquelle 18 millions de personnes constituent un marché suffisant pour les principales industries canadiennes. C'est faux. Le présent gouvernement a trompé l'attente de la nation en se refusant à modifier radicalement sa politique commerciale.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, le budget présenté par le ministre des Finances (M. Fleming) a donné une impulsion à l'économie canadienne et j'espère que les provinces de l'Atlantique en tireront tous les avantages possibles. Depuis quelques semaines, j'espérais que le rassemblement libéral tenu récemment à Ottawa nous fournirait un autre stimulant. Étant donné tout l'intérêt que les libéraux portent aux provinces de l'Atlantique et vu la situation qui y règne en ce moment, j'espérais au moins quelques résolutions à cet égard. Mais il n'en fut rien. L'événement a fait ressortir, encore une fois, leur indifférence flagrante envers la région de l'Atlantique, comme c'est arrivé si souvent dans le passé. Ils ont apparemment manqué de temps. Mais ils n'avaient pas encore manqué de temps lorsqu'une délégation des provinces atlantiques, écoeuvrée, a plié bagage.

On aurait pu sauver du temps au moins à l'égard d'un sujet auquel on en a consacré beaucoup. Je veux parler des résolutions relatives à l'éducation. Dans ce domaine, ils ont jugé à propos d'adopter une résolution concernant les prêts et une autre pour les bourses d'étude. Pour comble, ils en ont adopté une autre, prévoyant l'enseignement gratuit à tous les paliers. Il me semble qu'ils auraient